

**BENCHARIFA Abdellatif, POPP Herbert. - L'Oasis de Figuig ; persistance et changement. - Rabat : Université Mohamed V, 1992. - 109 p. (Publications de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines).**

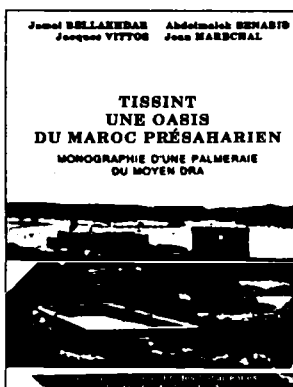
**BELLAKHDAR Jamal, BENABID Abdelmalek, VITTOZ Jacques, MARECHAL Jean. - Tissint, une oasis du Maroc présaharien : monographie d'une palmeraie du moyen Dra - Rabat : Al Biruniya, 1992. - 243 p.**



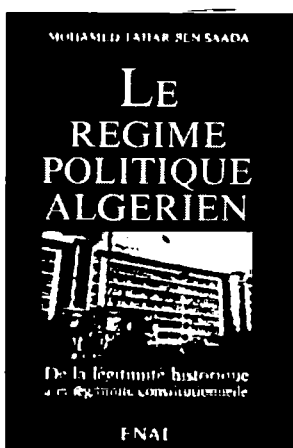
L'importance des recherches sur les systèmes oasiens au Maghreb témoigne à la fois de l'attrait qu'exerce ce type de milieu sur les chercheurs et du rôle des oasis dans la vie économique, politique et culturelle des pays de la région.

L'étude de l'oasis de Figuig donne l'occasion à Abdellatif BENCHARIFA et Herbert POPP de mettre à l'épreuve les thèses qui sous-tendent généralement les études sur les milieux oasiens : celles de "la mort de l'oasis", et l'opposé, de "la persistance des oasis et de la diffusion de l'innovation dans l'économie oasienne". Leurs recherches tendent à montrer que malgré un dépérissement apparent imputable à une réduction des disponibilités en eau, à l'augmentation de la pression démographique et à l'émigration, une dynamique est réellement à l'oeuvre. Elle correspond à une nouvelle répartition spatiale des ressources en eau à l'intérieur même de l'espace oasien et aboutit à un développement différentiel selon les zones. D'après les auteurs, l'émigration peut avoir un effet positif sur l'économie oasienne et "les ressources non-agricoles sont actuellement les piliers de la permanence et de la continuité de la mise en valeur oasienne".

Ces conclusions rejoignent celles d'une recherche consacrée à Tissint. Jamal BELLAKHDAR, Abdelmalek BENABID, Jacques VITTOZ, et Jean MARECHAL soulignent eux aussi le poids des revenus non-agricoles dans la reproduction des systèmes d'exploitation de cette oasis présaharienne. A travers la longue histoire du Dra, ils montrent comment le déclin de l'oasis correspond plus à une marginalisation, historiquement datée, par rapport au commerce saharien et à l'économie qu'à un problème, bien réel, de ressources en eau ou de maladie du palmier dattier (*le bayoud*). Leur analyse de l'agriculture oasienne met en lumière l'incapacité de celle-ci à assurer la reproduction des familles, et, partant, le recours à l'émigration et surtout le développement d'une activité spécifique aux habitants de Tissint : le négoce des plantes médicinales, qui assure à une proportion importante des foyers de l'oasis le complément de revenu nécessaire à leur survie. Le point de vue adopté par les auteurs étant celui d'une approche monographique, un dernier chapitre est consacré à "la vie spirituelle et religieuse dans la région de Tissint : zaouia-s et confréries".



**BENSAADA Mohamed Tahar. - Le Régime politique algérien. - Alger : ENAL, 1992. - 176 p.**

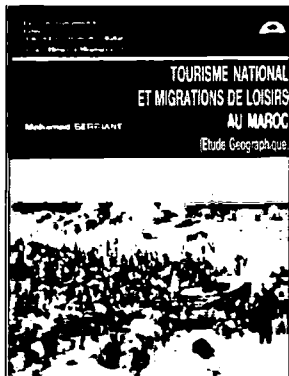


Depuis la mise en place d'un embryon d'appareil d'Etat, pendant la période du combat pour l'indépendance, jusqu'à la fin des années 1980, le régime politique algérien a fortement gardé l'empreinte des conditions historiques qui l'ont vu naître : absence de légitimité démocratique, primauté du facteur militaire, exercice violent de l'autorité..

Dès les premières années, priorité était en effet donnée à la construction d'un Etat national intégrateur susceptible de dépasser les diversités communautaires. Ce processus volontariste était impulsé par un pouvoir exécutif fort, concentré entre les mains du Président de la République, étroitement dépendant du soutien de l'armée et bénéficiant de l'apport idéologique constant du parti unique, le FLN. De fait, malgré un habillage constitutionnel dont le processus complet a duré douze ans (de la mise en place des Assemblées Populaires Communales à celle d'une Assemblée Populaire Nationale en 1977), la légitimation du régime politique algérien a reposé pendant deux décennies sur l'entretien d'une légitimité historique héritée du combat pour l'indépendance, mais aussi puisée dans d'autres registres parmi lesquels le développement économique à option socialiste, les choix de politique étrangère (non-alignement, nouvel ordre économique international..) et les valeurs de l'islam. Autre source de consensus contribuant à faire accepter un mode autoritariste d'exercice du pouvoir, la politique sociale "redistributive" rendue possible par une manne pétrolière générant d'énormes revenus.

De sorte que ce sont les bases mêmes du régime issu de l'indépendance qui se sont trouvées remises en question lorsque se sont fait sentir dans les années 1980 l'usure de la légitimité historique auprès de générations qui n'ont pas connu la guerre et l'affaiblissement en valeur de la rente pétrolière.

**BERRIANE Mohamed. - Tourisme national et migrations de loisirs au Maroc (étude géographique). - Rabat : Publication de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, 1992. - 498 p. (Série Thèses et mémoires, n° 16)**

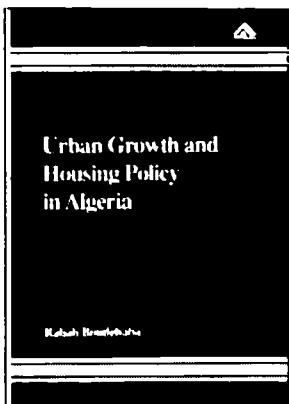


L'étude du tourisme au Maroc peut-elle se justifier uniquement lorsque celui-ci a un caractère international et un impact visible sur l'espace? La recherche de Mohamed BERRIANE en donne une orientation particulière et restitue l'étude du tourisme national marocain dans la problématique plus générale de la ville, du citoyen et de l'organisation de l'espace. Elle s'attache à ce qui fait l'originalité des pratiques touristiques marocaines en cherchant en dehors des conduites touristiques des classes supérieures marocaines. Comment une société dite sous-développée génère-t-elle une demande touristique qui n'est pas le fait de couches sociales fortunées? Notant la grande diversité sociale qui caractérise aussi bien les candidats au départ que les estivants sur les lieux de séjour, l'auteur élargit le concept de tourisme à d'autres formes de voyages-séjours.

Même si, a priori, le tourisme national ne suscite guère d'intérêt auprès des autorités concernées qui supposent ses retombées faibles ou inexistantes, il faut noter sa forte contribution à la redistribution spatiale des richesses et à la diffusion des flux financiers inter-régionaux. Outre les flux d'argent, les sites de vacanciers drainent aussi des activités commerciales et de services en provenance des grandes villes. Les villes petites et moyennes ainsi que les stations balnéaires, sont des sites touristiques particulièrement attractifs et développent des liens avec les grandes agglomérations pourvoyeuses de touristes. Par son économie de marché, la ville joue le rôle d'intégrateur de régions et de campagnes qui étaient parfois marginalisées. L'impact des populations venues d'horizons culturels et urbains divers, contribue à la diffusion d'influences urbaines. Outre ces effets bénéfiques, le tourisme national peut se révéler un agent de dégradation des milieux naturels : la concentration touristique sur des sites côtiers fragiles et les constructions de résidences secondaires, par exemple, contribuent souvent à la dégradation de ces zones d'implantation. Une étude fine de l'espace touristique, notamment du littoral, lieu privilégié du tourisme rend compte de la remise en cause des équilibres écologiques souvent précaires.

Cette étude fournit des éléments d'appréciation pour comprendre les projections spatiales du tourisme. Elle accorde également une attention particulière aux comportements touristiques des groupes sociaux, et tend à démontrer que les habitudes et les traditions héritées du passé jouent un rôle fondamental dans la diffusion de cette mobilité de loisir.

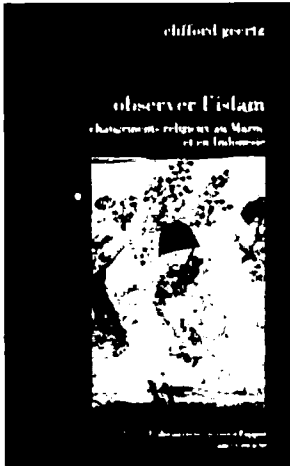
**BOUDEBABA Rabah. - Urban Growth and Housing Policy in Algeria. - Newcastle : Athenaeum Press Ltd., 1992. - 303 p.**



Le logement est l'un des problèmes cruciaux qu'affronte l'Algérie des années quatre-vingt-dix. Le déficit en logements était estimé à plus de 2 millions en 1987 à la fin du second plan quadriennal. Analysant ces questions à l'échelle de la ville de Constantine, Rabah BOUDEBABA scrute les tentatives des autorités pour trouver des solutions à l'exode rural et à ses conséquences. L'analyse du cas de Constantine est replacée dans le contexte historique algérien marqué par une colonisation qui a provoqué le déplacement forcé d'une partie de la population rurale et modifié la carte démographique du pays. La période 1954-1960 a été, du fait de la guerre, propice à l'arrivée massive de migrants qui participent à 57% de la croissance des grandes villes. Constantine est analysée en tant que capitale de région particulièrement attractive pour une migration provenant d'un monde rural en difficulté. Cet exode rural est à l'origine d'une importante ségrégation dans l'espace urbain constantinois. L'ancienne médina se superpose au centre moderne avec un habitat précaire formé de gourbis que les autorités tentent de résorber en construisant des cités de transit. La fragmentation de la cité en plusieurs noyaux et la densification de ces derniers ont entraîné des difficultés d'accessibilité et de desserte, notamment des vieux quartiers.

L'enquête réalisée par l'auteur permet de connaître les circonstances historiques d'émergence de ces noyaux urbains populaires, les itinéraires migratoires des habitants des gourbis, leur processus d'intégration dans le tissu urbain, leurs stratégies de survie et les politiques officielles de relogement ainsi que leurs limites. Une attention particulière est accordée à la croissance urbaine et aux difficultés qui lui sont concomitantes : inefficience, voire manque de services. Soumis à une forte demande, les équipements demeurent insuffisants : rationnement drastique de l'eau (deux à trois heures par jour seulement à Constantine dans plusieurs quartiers dits favorisés...). Rapportés à la population urbaine, les efforts consentis en matière d'infrastructures se révèlent peu opérants.

**GEERTZ Clifford. - Observer l'islam. Changements religieux au Maroc et en Indonésie / traduit de l'anglais par Jean-Baptiste GRASSET. - Paris : La Découverte, 1992. - 150 p.**



Désormais porté à la connaissance d'un public francophone, le grand "classique" de Clifford GEERTZ va conduire peut-être une partie de ce public qui en ignorait l'existence à reconsidérer les bases et l'utilité d'une anthropologie culturelle interprétative.

Cet ouvrage présente en effet la démarche d'un chercheur qui, décidant de traiter de culture, de lutte et d'évolution religieuses - spécifiquement du double aspect de l'islam comme phénomène local et comme idéal universel -, a rompu en son temps (1968) avec l'approche classique de la sociologie comparée des religions, ses typologies et ses classifications, pour privilégier une compréhension profonde de l'expérience religieuse, dans ses dimensions individuelle et collective.

Au contact du terrain, Clifford GEERTZ découvre, derrière la revendication d'une même foi, l'islam, deux univers spirituels fort différents. En esquissant pour le Maroc et l'Indonésie "une forme d'histoire, condensée et généralisante" qui a le mérite d'inscrire les deux "styles religieux" qu'il décrit dans leur ordre social respectif, l'auteur introduit les éléments d'une théorie de l'évolution des religions. Il démontre, avec le soin du détail, comment ces "styles" ont été entraînés dans le mouvement des transformations internes ayant affecté "les formes de l'activité économique, l'organisation politique, les bases de la stratification sociale, les valeurs morales et les idéologies, la vie familiale et l'éducation, ainsi que, de façon peut-être plus décisive, le sentiment des possibilités offertes par l'existence, les notions relatives à ce qu'il est possible d'espérer, d'entreprendre ou simplement d'attendre en ce monde"

Des conditions propres au Maroc ou à l'Indonésie jusqu'au cas général des nouveaux Etats, l'étude du déroulement de ces transformations le conduit à analyser le défi posé à la foi religieuse par la modernité : "comment croire?", plutôt que "en quoi croire?". En dernière instance, Clifford GEERTZ ne poursuit-il pas un vieux projet qu'il évoque par ailleurs en ces termes : "une recherche sur la diversité de l'entendement humain, sur les diverses manières dont les hommes, tous les hommes, s'efforcent de rendre leur vie intelligible en ordonnant les événements singuliers auxquels ils se trouvent mêlés selon des modèles d'expérience articulés"

**GHALION Burhan. - Le Malaise arabe, Etat contre nation. - Alger : ENAG, 1991. - 163 p.**



Le "malaise arabe" dériverait de l'incapacité de la Nation arabe à moderniser ses structures politiques, socio-économiques et éthiques.

Pour Burhan GHALION, les Arabes n'ont pas su relever le défi majeur que leur impose le triomphe de la civilisation matérielle moderne, à savoir la nécessité de "s'intégrer à l'histoire universelle, se faire accepter par la nouvelle civilisation et échapper par conséquent au danger périlleux d'archaïsme et d'exclusion". Selon l'auteur, les révoltes populaires ou nationalistes ayant éclaté depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle dans le monde arabe correspondent à des tentatives avortées pour résoudre une grave crise de sens tenant à l'impossibilité de donner à l'individu ou à la collectivité une raison d'être, une direction, des perspectives et une finalité. Or, à ses yeux, non seulement "seule la participation à la civilisation de leur temps donne aux peuples une telle satisfaction" et leur évite "l'archaïsme et l'angoisse de l'exclusion", mais aussi l'Etat est le seul moyen de transformer une structure traditionnelle rendue inopérante en une structure nationale moderne et "conforme aux règles internationales".

Cette conception du rôle central de l'Etat arabe contemporain et de la légitimité de son projet modernisateur repose sur une approche combinant trois niveaux d'analyse : le premier, axé sur l'historicité de l'Etat et sur son contenu socio-politique ; le deuxième, orienté sur le modèle organisationnel de l'Etat ; le troisième, qui permet quant à lui de saisir le projet historique de l'Etat et l'orientation de son action générale. Il ressort de ce mode d'examen que si l'Etat est par excellence "un agent de progrès" et "l'ingénieur de la nation", il n'est également que le reflet de la communauté qu'il dirige et à laquelle il se heurte, soit parce qu'il ne compense pas son action désintégratrice à l'égard des vieilles formes de solidarité et d'organisation par la satisfaction des besoins primaires de la société, soit parce que les techniques trop autoritaires du pouvoir entrent en contradiction avec les aspirations modernes et démocratiques de la nation dont il soutient l'émergence.

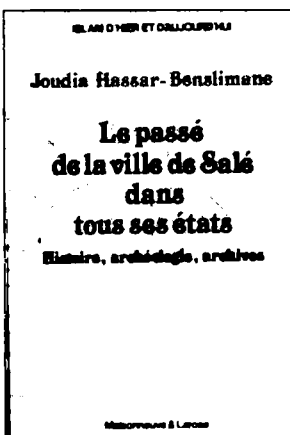
**HARBI Mohamed. - L'Algérie et son destin. Croyants ou Citoyens - Paris : Arcantère Editions, 1992. - 247 p.**



Retour en arrière sur une double expérience, cet ouvrage est à la fois celui d'un homme longtemps et profondément engagé dans la lutte pour l'indépendance de l'Algérie, ayant brièvement participé au pouvoir comme conseiller politique du Président Ben Bella, mais aussi d'un historien, observateur attentif des transformations politiques et sociales de son pays jusqu'à aujourd'hui. La volonté qui l'anime ici est de s'éloigner d'une histoire abstraite et universelle, celle des vainqueurs, marquée du sceau de l'inéluctable, pour déconstruire minutieusement l'historiographie nationaliste officielle.

Dès avant le début de l'insurrection, il réexamine les péripéties traversées par le PPA-MTLD et le parcours de la figure charismatique de Messali Hadj, jusqu'à la scission de 1953-1954 entre centralistes et activistes, point de départ des opérations militaires. S'attachant plus particulièrement à la période de la guerre, il redonne toute leur place aux luttes internes qui ont déchiré la résistance algérienne : conflits de groupes et de personnes pour la prééminence, pour l'appropriation de l'espace, pour le contrôle politique et militaire de l'insurrection ; oppositions entre ruraux et citadins, entre "militaires" et "politiques", entre combattants de l'intérieur et de l'extérieur qui ont abouti à faire du factionnalisme l'une des caractéristiques principales du FLN. L'indépendance une fois obtenue et la faction victorieuse menée par le colonel Boumediène installée au pouvoir, il montre comment le mode de régulation politique a très rapidement reposé sur la création d'une clientèle d'Etat entretenue grâce à la redistribution privée des fonds publics, en particulier par le biais de la gestion des grandes sociétés nationales. La perpétuation, voire l'aggravation sous le régime suivant d'une telle prédation, l'accentuation des inégalités qu'elle engendre au sein de la société algérienne, la montée en puissance du mouvement islamiste sont autant de facteurs qui devraient, selon l'auteur, inciter à repenser entièrement les fondements de l'Etat algérien et sa place dans l'environnement régional.

**HASSAR-BENSLIMANE Joudia. - Le Passé de la ville de Salé dans tous ses états. Histoire, archéologie, archives. - Paris : Maisonneuve & Larose, 1992. - 294 p.**



Salé est une ville moyenne, active, dont le développement, important à partir du XI<sup>e</sup> siècle, fut à l'époque moderne et surtout contemporaine éclipsé par celui de sa voisine Rabat. Pourtant elle développe au cours des siècles une personnalité propre, née d'une relative indépendance par rapport au pouvoir central. Pour cerner cette spécificité *slawi*, Joudia HASSAR-BENSLIMANE commence par retracer, à l'aide de chroniques et de récits de voyageurs principalement, l'histoire de la ville : son ascension jusqu'au XIV<sup>e</sup> siècle, les difficultés face aux offensives portugaises, la reprise grâce à la course au XVIII<sup>e</sup> siècle, enfin le déclin économique et le repli sur soi aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Ce cadre posé, l'auteur peut analyser le tissu urbain et architectural. De nombreuses planches et relevés offrent une image précise de monuments qui, pour certains d'entre eux, ont été détruits depuis. Cette étude archéologique éclaire la civilisation matérielle de la ville. Mais c'est surtout la troisième partie de l'ouvrage qui intéressera l'historien Joudia HASSAR-BENSLIMANE, grâce à ses liens avec certaines familles de la ville, a pu accéder aux archives familiales, qui le plus souvent sont hermétiquement fermées au chercheur. Deux types de documents sont à souligner pour leur richesse : les *tarikha(s)*, inventaires après décès dressés en vue du partage de l'héritage, et les dahirs autorisant, sous certaines conditions, la pratique d'une activité commerciale ou agricole. On rencontre également des contrats de divers types (mariages, ventes, etc.). Ces archives ouvrent sur l'arrière-plan social et économique de l'histoire de la ville et de ses familles les plus notables. Elles apportent au chercheur des données chiffrées (notamment des prix) qui manquent si cruellement par ailleurs. Enfin l'édition, la traduction et l'étude critique de plusieurs *tarikha(s)* fournissent quelques exemples de monographies familiales telles qu'elles peuvent être élaborées à partir de ces documents.

**MOALLA Mansour.- L'Etat tunisien et l'indépendance. - Tunis : Cérès Productions, 1992. 267 p.**



La thèse soutenue par Mansour MOALLA à la Faculté de Droit de l'Université de Paris en 1957 est enfin publiée sous forme d'ouvrage par un éditeur tunisien. Rédigée dans un contexte politique très particulier et par un acteur engagé dans la construction du nouvel Etat indépendant, elle constitue à ce double titre un document de référence.

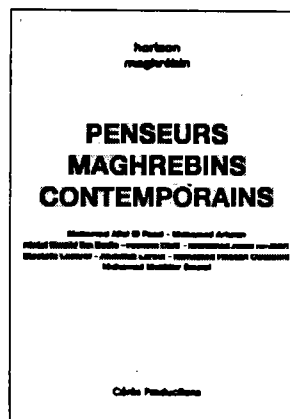
Ecrivant à l'aube de l'indépendance, l'auteur soutient que "la Tunisie possédait une longue et riche tradition de structures étatiques et de souveraineté politique". Il retrace la genèse historique de l'Etat tunisien en rappelant en guise d'introduction les grandes étapes de sa formation : de la période carthaginoise, où naquit le premier Etat sur le sol tunisien, à la dynastie hussaynite qui est un moment fondateur, en passant par les Hafsides qui donnèrent à la Tunisie une véritable structure étatique.

La première partie de l'ouvrage porte sur la formation de l'Etat tunisien sous la dynastie hussaynite ; l'autonomie de la Tunisie par rapport à l'Empire Ottoman commence à s'ébaucher dès le début du XVIII<sup>e</sup> siècle ; le jeune Etat tunisien va jusqu'à signer une série de traités bilatéraux séparés avec des puissances européennes. Mansour MOALLA décrit ensuite l'évolution des institutions de l'Etat ; il insiste sur le passage de la monarchie absolue à une monarchie constitutionnelle en 1861. Cette dernière aurait pu évoluer, selon lui, vers un régime parlementaire s'il n'y avait eu l'instauration du Protectorat français et son impact sur les institutions étatiques tunisiennes.

La deuxième partie de l'ouvrage présente un intérêt rétrospectif au regard de ce qui était lors de son élaboration un effort de prospective. Elle traite en effet du devenir de l'Etat tunisien. Il s'y interroge sur les fondements de la construction de l'indépendance politique et économique de la Tunisie. Il brosse, ensuite, une esquisse de l'organisation des différents pouvoirs et décrit la structure gouvernementale qui serait, d'après lui, la plus appropriée au pays. Enfin, le futur ministre de l'économie s'emploie à tracer les grandes lignes d'une politique économique et sociale qui devrait engager la Tunisie dans un processus de développement.

En 1957, la thèse de Mansour MOALLA s'inscrivait dans un combat et dans un débat. Sa publication en 1992 relève d'une contribution à l'histoire de ce combat et de ce débat.

**Penseurs maghrébins contemporains. - Casablanca, Tunis : Eddif, Cérès Productions, 1993. - 279 p.**



Le projet de ce collectif est de dresser un tableau des "élites de ce siècle", celui d'intellectuels jugés représentatifs de la production maghrébine en sciences humaines et politiques (Mohamed Allal El Fassi, Mohamed Arkoun, Abdel Hamid Ibn Badis, Hichem Djait, Mohamed Abed Al-Jabri, Mostefa Lachraf, Abdallah Laroui, Mohamed Hassan Ouazzani et Mohamed Mokhtar Soussi). La lecture de leurs œuvres permet de porter des éclairages nouveaux remettant en question des "étiquettes" trop hâtivement appliquées à tel ou tel d'entre eux. Les pensées sont étudiées non seulement dans leur déploiements théoriques, mais aussi à travers leurs expressions dans le siècle. Tous, en effet, sont profondément engagés et se positionnent par rapport aux sujets qui ont mobilisé les milieux lettrés maghrébins : l'action politique (en particulier dans les luttes nationalistes), l'Islam, l'Occident, les penseurs du Machreq, etc... Dès lors, ils sont resitués dans le contexte socio-historique qui éclaire leurs évolutions intellectuelles et leurs combats d'idées.

Ce travail se veut une première étape vers un projet plus vaste de synthèse sur la pensée maghrébine contemporaine. Mais déjà quelques thèmes récurrents, tous fortement liés au désir de modernité dans le monde arabo-musulman, se dégagent : la compréhension des raisons du "déclin" et du "retard" des sociétés islamiques retient longuement l'attention, selon deux moments-clés : la fin de la période dite de l'*Ijtihad*, qui rend la raison prisonnière de la tradition, et la colonisation, dont la fin fut pour beaucoup la condition première de l'accès à la modernité. L'Islam est perçu, par ailleurs, comme étant au centre de la personnalité arabe ; faire entrer l'Islam dans la modernité apparaît donc comme un enjeu majeur pour les sociétés maghrébines. Les bibliographies des auteurs (principaux écrits et études critiques) accompagnent et illustrent chacun des portraits.